

CIBLE

Aden

Le monde ne cesse de changer, et pas nécessairement dans le même sens. La banalité de cette remarque est récente. Longtemps, les philosophes de l'histoire ont cherché à la nier, inspirant dirigeants et tribuns de tous bords. Au nom d'une cause déterminante, d'une nécessité impérieuse, on s'empressait de proclamer «irréversibles» les évolutions historiques et leurs acquis.

L'Union soviétique n'a cessé d'invoquer la grande loi de l'histoire pour justifier ses conquêtes et imposer sa puissance. A tel point qu'elle avait convaincu de son invincibilité nombre de ses adversaires. Depuis quelques années, la situation aidant, les regards sont devenus plus lucides. On sait qu'il y a maintenant, dans le monde des maquis, moins de partisans de Moscou que d'anticommunistes. Et chacun peut observer que l'Union soviétique s'enlise en Afghanistan, malgré une guerre conduite de façon impitoyable.

Au Yémen du Sud enfin, voici une situation qu'on croyait réservée à l'empire rival : la guerre civile malgré la poigne soviétique, et le rembarquement des ressortissants soviétiques. L'URSS ne quittera sans doute pas Aden. Mais l'explosion yéménite marque fortement les limites de sa puissance et la fragilité des acquis diplomatiques et militaires.

DANGER !

Mais que propose donc l'opposition ?



Interrogation **Auschwitz, pourquoi et comment ?**

(page 9)

Anniversaire

Jacques Bainville

(page 6-7)

Nos lecteurs réagissent d'accord, pas d'accord

SUR LE SERVICE NATIONAL

Quelques réflexions à propos de votre témoignage «les citoyens ne sont plus des bœufs» («Royaliste» 440). Résoudre le problème posé par le seul biais des «exemptions» ne peut qu'aggraver les rancœurs que fait naître une conception inadaptée du service national. Il est indispensable de remettre en cause ce que vous appelez la «mystique de la levée en masse» pour analyser les objectifs de l'institution «service national» et la manière dont ils peuvent être atteints.

Le service national est actuellement censé tout à la fois former des combattants, mettre à disposition des armées un volant permanent de soldats, leur fournir une main d'œuvre abondante et peu coûteuse pour diverses tâches de soutien, inculquer le patriotisme, occuper les jeunes sans emploi et éventuellement leur donner une formation, et enfin symboliser l'égalité des citoyens devant les charges de la Défense... Le tout sans réflexion sur l'adaptation de la ressource utilisée - gaspillée ? - aux objectifs recherchés.

Le système suivant me semblerait mieux adapté :

- une formation militaire réelle obligatoire et universelle - respectant donc le principe d'égalité - pouvant prendre la forme de stages successifs.
- un volant de combattants disponibles composé de volontaires dont l'expérience réussie des «volontaires

service long» prouve qu'ils ne devraient pas être difficiles à trouver pour peu qu'il leur soit proposé des tâches motivantes.

— En ce qui concerne les activités que le jargon militaire touché par la mode de l'euphémisme a baptisé «tâches d'intérêt général», on aura vite compris qu'il serait possible d'en faire des «travaux d'utilité collective» sans en trahir la nature, avec les mêmes avantages quant à l'emploi et la formation des jeunes.

Après les promesses déçues de 1981, un débat sur le sujet s'impose.

P.N.
(Hauts-de-Seine)

ACCORD COMPLET

Je lis dans le numéro 441 de «Royaliste» votre éditorial sur le quinquennat, ou plus exactement contre le quinquennat. Ce texte courageux mérite toute considération, la mienne en tout cas, si vous l'acceptez, avec mon accord complet.

Amicalement,
Michel JOBERT

CORRECTIFS

J'ai découvert avec plaisir dans le numéro 440 de «Royaliste» la publication de la lettre que je vous avais adressée le 4 décembre dernier; et compte-tenu des désaccords que

j'exprimais j'y ai vu une nouvelle preuve de cet esprit de liberté que je me plaisais à vous reconnaître.

J'ai été cependant un peu marri d'y trouver pas mal de coquilles, notamment dans mon plaidoyer pour la recherche vigilante du désarmement, qui perdait presque toute signification du fait que ma phrase «c'est dans la mesure même où je ne me reconnais pas comme pacifiste...» est devenue à l'impression «c'est dans la mesure même où je me reconnais comme pacifiste...»

Je pense que les lecteurs les plus avertis auront, à la lecture de mon argumentation, deviné l'erreur d'impression. Mais pour beaucoup d'autres l'auteur de cette lettre a dû passer pour un peu léger, sinon dérangé.

Est-il excessif d'espérer que ce paragraphe puisse être rétabli correctement dans votre prochain numéro ?

Le travail des correcteurs a dû être abrégé pour ce numéro de la période des fêtes car l'article sur le voyage de François Mitterrand aux Antilles n'a pas été davantage épargné; et j'imagine combien vous devez être désolé du «mastic» qui a rendu parfaitement incompréhensible une partie du texte de la dernière colonne.

Enfin je me permets de vous signaler une erreur (matérielle ?) dans l'article signé L.G. p. 8, évoquant «le dialogue du juif et du chrétien» : l'affirmation «spirituellement nous sommes tous des sémites» n'est pas de Pie XII mais de Pie XI.

C'est le 6 septembre 1938, alors

que Mussolini avait commencé d'acclimater les lois hitlériennes à son pays, que Pie XI, devant un groupe de pèlerins belges prononça dans les de pèlerins belges prononça dans les circonstances émouvantes que rapporte l'historien israélien Pinhas E. Lapide dans son livre «Rome et les juifs» (Le Seuil, 1967), en citant ses sources, cette mise en garde résolue contre l'antisémitisme.

Son successeur, quoi qu'il ait pu penser ou faire secrètement, n'a jamais rien dit de tel... malheureusement.

R.A.
(Montauban)

Le fait est que notre équipe bénévole de correcteurs est pour l'instant singulièrement réduite. Cela nous a, entre autres, encore fait tromper de page dans l'article sur le Maroc («Royaliste» 441, p. 5) où la rencontre à Casablanca le 19 août 85 concernait bien entendu Hassan II et Jean-Paul II et non pas Paul VI. Nous prions nos lecteurs de nous excuser pour la

gêne que leur cause ces défaillances successives dont nous aimerions pouvoir dire qu'elles vont s'arrêter là.

UNE BRASSÉE DE FLEURS

Excellent journal, complet et intéressant. Editoriaux judicieux. Vos articles se défient de tout dogmatisme, vos entretiens sont particulièrement bien menés et votre regard sur l'actualité ne manque pas d'être original.

S.B.
(Verdun)

royaliste

Sommaire : p. 2 Courrier - p. 3 Berlusconi - p. 4 La Monarchie dans le débat - Mitterrand n'est pas Normand - p. 3 : Pour l'entente - l'Europe à l'anglaise - pp. 6-7 Dossier Bainville - p. 8 Un roi démocrate - p. 8 Pourquoi Auschwitz - p. 10 La fin du parti royaliste - p. 11 Action - p. 12 Editorial

RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57

Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Berlusconades

La médiocrité, décidément

De l'avis général, la 5ème chaîne de télévision va entraîner le système audiovisuel français dans la médiocrité. Funeste conséquence puisque nous avons affaire à un enjeu de société.

Dans l'affaire de la 5ème chaîne de télévision, une vieille idée socialiste retrouve une seconde jeunesse : la logique du profit pour le seul profit est destructrice, tant sur le plan culturel qu'économique. Une autre réflexion, gauchiste celle-là, revient à l'honneur : la consommation éperdue des objets et des images érigée en système est une forme subtile d'aliénation.

conds, les «saltimbanques», ne peuvent accepter le diktat de la stricte rentabilité, qui n'aboutit en matière de culture qu'à la médiocrité. La télévision de Silvio Berlusconi en Italie est une nullité et l'importation du procédé aura un effet semblable. Privé de redevance, il faut bien accroître la publicité, et ne plus se contenter seulement d'entractes entre les émissions, mais transformer la télévision en un vaste support ouvert tous les



Comment se déprendre de la fascination de l'image ?

Entre les partisans de la 5ème chaîne (quelques financiers et le gouvernement) et ses détracteurs (la quasi totalité des créateurs de l'audio-visuel et du cinéma), le divorce ne peut qu'être total parce que deux logiques vigoureusement différentes sont à l'œuvre. Les premiers ont pour objectif essentiel de «faire de l'argent», ce qui n'est ni méprisable, ni condamnable en soi lorsqu'il s'agit de produire des chaussettes ou des congélateurs, mais prend une toute autre signification dans le domaine de la création culturelle. Les se-

quarts d'heure aux annonceurs. Dans ces conditions, une telle télévision néglige les œuvres de qualité, puisque la loi permet au réalisateur de refuser la mutilation de sa création par les coupures publicitaires. La chaîne privée achète alors des séries à bas prix et de médiocre qualité, on se replie sur les «productions de plateau» (jeux, variétés, etc.), d'une débilité souvent consternante. Les télévisions privées américaines ont au moins le mérite de produire des œuvres de fiction propres. La 5 ne s'y risquera pas d'ici trois ans, laps de temps néces-

saire pour combler son déficit.

Et encore le ferait-elle que ses «œuvres» devraient s'adapter aux exigences techniques des spots publicitaires (pas de musique forte, des couleurs claires...). Paradoxalement, la qualité de la publicité, qui peut produire de véritables petits chefs-d'œuvre, en pâtira également, puisqu'il y aura moins besoin de faire preuve d'originalité pour «accrocher» le téléspectateur, déjà pris par l'émission.

Mais plus déplorable encore seront les répercussions sur le paysage audiovisuel français. En Italie, en l'espace de deux ans, les investissements se sont progressivement retirés de la production de télévision publique et du cinéma pour rejoindre les chaînes de Berlusconi. Conséquence, ce qui était il y a quelques temps encore le premier cinéma d'Europe a considérablement régressé, la course à l'audience a abouti à une grande homogénéité des programmes et tiré leur qualité vers le bas (la spécificité des télévisions régionales en a notamment souffert).

La responsabilité du gouvernement est grande dans cette affaire, en particulier pour les privilèges excessifs qu'il a accordés à la 5 et la précipitation avec laquelle le contrat de concession a été conclu, comme l'a justement dénoncé la Haute Autorité. Opération essentiellement politicienne : dans l'hypothèse d'une victoire de l'opposition, François Mitterrand voulait empêcher la droite de créer sa propre chaîne.

Il est grave de voir l'audiovisuel redevenir l'enjeu des luttes du pouvoir, alors qu'il faudrait s'interroger sur les bouleversements que vont apporter les télévisions par satellites. Il ne s'agit pas de refuser les chaînes privées, qui peuvent jouer un rôle positif si elle se plient aux règles protégeant le pluralisme et la qualité. Nous sommes en fait confrontés à un enjeu de société : la télévision concurrence l'école, elle devient une grande formatrice et prend à ce titre de terribles responsabilités. Il faudra apprendre de plus en plus à maîtriser l'image et savoir se déprendre de sa fascination.

Emmanuel MOUSSET

Constitution

Non à la destruction

Contre la menace partisane qui pèse sur les institutions, Pierre Lefranc lance un appel à la raison. La coalition de droite, on le sait, veut tout le pouvoir et tout de suite : c'est la logique des partis. Mais cette logique est contraire à la Constitution, qui dispose que le Président de la République est élu pour sept ans. Or la droite barriste souhaite qu'il s'en aille très vite, et la chiraquienne voudrait le cantonner dans un rôle décoratif. Comme le montre Pierre Lefranc, le refus de la cohabitation aboutit à nier la prédominance du Président et entraînerait l'effondrement de la «clef de voûte» des institutions. L'intérêt partisan s'oppose donc à l'esprit et à la lettre de la Constitution, ainsi qu'au vœu des Français. Souhaitée par la majorité d'entre eux (45% contre 36), la cohabitation est à la fois nécessaire et possible. Nécessaire à l'unité et à la paix civile, à l'action diplomatique et économique. Possible aussi, car il n'y a plus d'opposition entre deux projets de société.

L'attitude de la coalition de droite est donc irrecevable, et par ailleurs dangereuse pour elle-même. La «conception du placard», qui placerait la totalité du pouvoir exécutif entre les mains du Premier ministre interdirait d'effectuer un retour en arrière et de restaurer l'autorité de l'Etat. En somme, il s'agit de pratiquer la politique du pire, qui consiste à «brûler» la maison entière pour en évincer un locataire, à ruiner une constitution qui a fait ses preuves.

C'est contre cette attitude destructrice que Pierre Lefranc a créé un «comité de conciliation nationale pour la sauvegarde des institutions de la Vème République».

Nous ne pouvons qu'approuver cette initiative. Dans l'ordre institutionnel, les royalistes veulent renforcer la clef de voûte dont parle Pierre Lefranc. Ils ne peuvent manquer de le rejoindre dans sa volonté de ne pas laisser détruire l'édifice.

Sylvie FERNOY

Appel pour la Vème République, 15, av. de Wagram 75017 Paris, 47.66.94.64.

Prise de parole

La monarchie dans le débat

Signe des temps ? Alors que la sensibilité monarchique s'affirme - 9% des Français (1) - de nombreux citoyens écrivent à leurs journaux pour dire leur conviction.

Depuis peu, la presse française et étrangère, écrite et radiophonique, est attentive à la tradition royaliste. Pas de semaine, depuis octobre, sans qu'un article important ou une émission soit consacré à la monarchie. Le fait nouveau, ce mois-ci, est que les lecteurs prennent directement la parole, sous forme de tribune libre ou de courrier des lecteurs.

Ainsi, «Le Monde» du 17 janvier a publié un excellent article de Camille Anbert, qui démontre que le problème de la cohabitation ne peut être résolu en dehors d'une réflexion sur la forme même des institutions. «Qu'on le veuille ou non, écrit-elle, la Vème République est une structure monarchique». Or, «le problème de la cohabitation naît du fait qu'il s'agit ici d'une monarchie élective, dont le monarque est l' élu d'un parti (ou plus exactement, de citoyens qui l'ont élu parce qu'il incarne ce parti, ce qui revient au même). Quoi d'étonnant s'il surgit des difficultés, quand l'homme qui personnifie statutairement la France ne représente en fait qu'une moitié des Français, et que l'autre moitié le voue aux gémonies ? Un chef d'Etat doit être indépendant. La nécessité de cette indépendance s'impose à l'esprit avec tant de force que M. Mitterrand lui-même se veut et se proclame «le président de tous les Français», - ce que pourtant il n'est pas. Ainsi arrive-t-on à l'idée d'un président **non-élu**, c'est-à-dire (sauf à le nommer par concours ou tirage au sort...) au roi héréditaire».

Après avoir rappelé la présence du fait monarchique en Europe et souligné que la Déclaration des droits de l'homme avait été adoptée sous le règne de Louis XVI, Camille Anbert montre que seul le roi héréditaire peut «polariser l'affection du peuple entier, puisqu'il ne doit pas montrer d'options politiques personnelles; que seul il est, **par définition**, totalement désintéressé, n'ayant à se soucier ni de sa carrière ni de sa fortune,

et son unique moyen de laisser un grand nom consistant à faire au mieux son métier, que seul, enfin, il a été formé à ce métier dès sa jeunesse.

C'est un souci identique qui anime nombre de lecteurs de l'«Evénement du Jeudi» qui félicitent leur hebdomadaire favori d'avoir consacré un dossier à la monarchie. «Si la république est au roi dormant, écrit Philippe Gain-d'Enquin, de Douai, vous ne sommeillez pas et nous avez offert une étude de l'absurde, je cite, aussi corrosive et victorieuse qu'intéressante (...) A une époque où tant d'institutions ont fait preuve de leur irrémédiable faillite vous nous donnez la preuve que la monarchie représente une force vive pour la France». Quant à Laurent Tréhu, de Saint-Etienne, il s'affirme «royaliste parce que démocrate exigeant». C'est aujourd'hui, dit-il, «qu'il faut sauver la République - la **res publica** - qui devrait être la finalité de tout pouvoir : ce pouvoir théoriquement républicain est toujours confisqué par une faction et donc générateur de divisions et d'injustices (...). J'ai vingt ans et je veux, comme nombre de jeunes, que la démocratie soit réinventée (...) Assurément, la monarchie incarnée par le comte de Paris puis le prince Jean - qui a notre âge - répond à nos espérances. Vivement le lendemain !»

Faute de pouvoir citer toutes les lettres, reprenons en guise de conclusion la belle lettre de C. de Duff : «Quelle est la raison d'être de «L'Evénement du Jeudi» ? C'est la liberté. Quels sont les moyens de cette liberté ? C'est d'appartenir à tout le monde pour n'appartenir à personne. C'est aussi cela la monarchie. Félicitations pour votre numéro sur le roi, vous êtes sur la bonne voie».

Jacques BLANGY

(1) Sondage IFRES du 3/10/85 publié par «France Soir magazine».

P'têt ben qu'oui

Mitterrand n'est pas normand

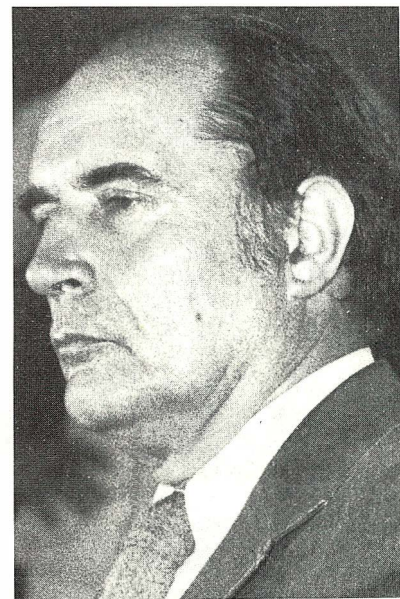
En politique aussi, la nature a horreur du vide. A sa manière, François Mitterrand entend le combler, sans hésitation.

Parce que la 5ème République est un régime inachevé, le rôle du chef de l'Etat est ambigu. Ceux qui, comme nous, n'ont cessé de souligner cet inachèvement, et les contradictions qui en découlent sont en droit de critiquer cet état de fait. L'opposition, quant à elle, ne peut faire mine d'être scandalisée par l'attitude du Président de la République, point différente de celle de Pompidou et de Giscard d'Estaing. Eux aussi s'étaient engagés dans la bataille et avaient fait campagne pour leur camp.

Sans doute, les manquements précédents à l'impartialité de l'arbitre n'excusent pas ce qui se fait en ce moment. Mais seule une monarchie pleine et entière pourra éviter que le chef de l'Etat s'engage en période électorale. Sans doute, François Mitterrand aurait préféré faire autrement - nombre de déclarations l'indiquent. Malheureusement pour lui, il se trouvait depuis l'automne devant un vide. D'une part le Parti socialiste ne cessait d'annoncer sa défaite, en acceptant d'avance un très faible nombre d'éligibles. D'autre part, le Premier ministre, déjà éprouvé par l'affaire Greenpeace, trébuchait de façon inattendue en face de Jacques Chirac et connaissait une baisse de popularité. Moralement atteint, Laurent Fabius ne pouvait plus guère jouer son rôle de principal animateur de la campagne de la majorité présidentielle, rôle d'ailleurs contesté par Lionel Jospin et par l'appareil socialiste. Cette situation catastrophique plaçait le Président dans une situation très délicate, puisqu'elle laissait prévoir une majorité absolue pour la droite classique. Celle-ci risquait donc d'imposer sa loi, et de réduire à peu de choses la fonction présidentielle.

D'où l'intervention de F. Mitterrand dans la campagne, par le biais d'émissions télévisées et de grandes réunions publiques. Ce faisant, le Président cherche à rétablir un équilibre politique entre les camps, ou un

moindre déséquilibre, afin que puissent être préservés les pouvoirs que la Constitution lui donne. Contraint de choisir cette attitude, il ne peut échapper à l'ambiguïté plus haut soulignée, qui se complique de paradoxes supplémentaires : l'opposition chiraco-giscardienne a tout intérêt à ce que le Président reste en place et ses reproches ne sont que de pure forme; l'opinion publique, quant à elle, est sensible au discours de Mitterrand dont la cote remonte de façon spectaculaire. Développés en Normandie, les thèmes de la continuité et de la solidarité sont manifestement bien accueillis.



Reste cette image de «chef du P.S.», inacceptable sur le fond et à terme dangereuse. Pour s'en débarrasser, le Président n'aurait d'autre solution que d'englober le Parti socialiste dans une entité plus large. C'est ce que l'expression de «majorité de progrès», employée au Grand-Quevilly, laisse prévoir. Mais il ne reste qu'un mois pour la réaliser.

Annette DELRANCK

Ailleurs

Pour l'entente

Face à la tactique destructrice de la coalition de droite sur le plan institutionnel, des initiatives se font jour pour sauvegarder l'essentiel.

Préserver l'édifice constitutionnel, faire prévaloir l'unité du pays, éviter que les ambitions personnelles et partisans ne détruisent l'un et l'autre, tels sont les objectifs de plusieurs associations qui se sont constituées ces dernières semaines. Nous rendons compte, dans ce numéro, de l'appel pour la Vème République lancé par Pierre Lefranc. C'est dans un souci très proche que s'est créé le «Mouvement de réconciliation nationale» (1) soutenu par Claude Mauriac, Pierre Uri, Jacques Madaule et de nombreux autres écrivains. Ce jeune mouvement souligne que les Français doivent «se comprendre, se retrouver et s'unir» dans les domaines essentiels (sécurité, défense, lutte contre l'inflation et le chômage, politique étrangère, combat contre le racisme) malgré «les querelles constitutionnelles, la surenchère des états-majors politiques, l'agression verbale (qui) masquent les véritables enjeux».

C'est dans le même esprit que le «Club Propositions», récemment fondé par M. Jean Védérine (2) se prononce pour un «gouvernement de l'essentiel et de l'urgent» en développant une analyse pertinente mais trop souvent négligée. Pour la plupart des observateurs, le résultat des législatives déterminera le choix du Prési-

dent entre un Premier ministre de droite ou de gauche. Or il existe une troisième hypothèse, celle d'une «nouvelle majorité», impossible à connaître avant l'élection et qui serait composée de tous ceux qui se réuniraient pour soutenir un gouvernement de l'essentiel et de l'urgent, le premier ministre étant choisi, soit parmi les personnalités politiques, soit ailleurs». Rappelant que le mandat impératif est nul et que le Président a une entière liberté de choix, le club «Propositions» estime qu'un gouvernement rassemblé sur des objectifs d'intérêt général n'est pas impossible à rassembler : «On se trouverait alors dans une situation tout à fait nouvelle : la constitution d'une équipe de gouvernants de plusieurs sensibilités politiques. Il est vraisemblable qu'on pourrait y trouver des femmes et des hommes issus de la majorité actuelle et de l'opposition, y compris parmi ceux qui refusent aujourd'hui imprudemment cette hypothèse». Hypothèse solide, qui permettrait de dépasser un affrontement qui prend des allures surréalistes. Après mars, le pire n'est pas certain.

Yves LANDEVENNEC

(1) 43, rue Delambre 75014 Paris - 43.27. 26.17.

(2) Propositions, SFM-P, 7, rue Jean-Mermoz 75008 Paris.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

Remous

L'Europe à l'anglaise

L'affaire Westland illustre une nouvelle fois le fait que Margaret Thatcher, et derrière elle une partie de la Grande-Bretagne, regarde davantage au-delà de l'Atlantique que vers le continent européen.

La déconfiture de cette société, spécialisée dans la fabrication d'hélicoptères, a donné lieu à une double bataille, boursière et, surtout, politique. Au chevet du malade, les médecins s'empresent : d'une part l'américain Sikorsky, épaulé par le groupe Fiat; d'autre part, un consortium européen, dont le but est de faire obstacle à l'implantation du premier sur le vieux continent, et qui comprend British Aerospace, General Electric Corporation (Grande-Bretagne), l'Aérospatiale (France), MBB (RFA) et Agusta (Italie). Notons avec ironie que ce dernier pays a un pied dans chaque camp ! A l'heure où ces lignes sont écrites, le consortium a fait échec à Sikorsky qui à l'assemblée des actionnaires n'a recueilli que 65% des voix, au lieu de 75% requis pour prendre le contrôle de 30% du capital avec des droits particuliers. Mais, si la lutte n'est pas close, les conditions dans lesquelles se sont déroulées ces deux batailles ne sont pas indifférentes.

La façon dont la décision du ministre de la Défense a été rendue publique, avec convocation de la presse nationale et internationale, constitue un événement dans l'histoire politique britannique. Car le bouillant démissionnaire accuse le Premier ministre de gouverner sans tenir aucun compte de l'avis des autres membres du cabinet, et surtout il dénonce le parti-pris pro-américain dont ont fait preuve Mme Thatcher et M. Léon Brittan, ministre de l'Industrie et du Commerce. L'un et l'autre jurent qu'ils ne se sont pas départis d'une stricte neutralité. Hélas pour eux, la direction de British Aerospace, entreprise privatisée - ironie du sort - par Mme Thatcher et dépendante des commandes et des aides gouvernementales, a néanmoins fait état de pressions exercées par M. Brittan pour que cette entreprise se retire du consortium. Cela au nom de l'intérêt national, ce qui est un comble.

LA BATAILLE DES LIBERAUX

Il est intéressant de relever que le face à face Heseltine-Brittan oppose deux hommes également attachés, du moins en théorie, au respect des «lois du marché». Mais le premier estime à juste titre qu'elles atteignent leurs limites dès lors que sont en jeu des intérêts «stratégiques et nationaux». Et le second se comporte comme un vulgaire interventionniste, de crainte qu'un certain ton «anti-américain» ne trouble les relations de la Grande-Bretagne avec les Etats-Unis.

C'est pourquoi, au-delà des rivalités de personnes et des querelles politiciennes, cette affaire, quelle qu'en soit l'issue, est décidément pleine d'enseignements.

Alain SOLARI

LA BATAILLE DES LORDS

Bataille boursière, d'abord. Alors que jusqu'à présent les actions de Westland, toujours menacée de faillite, ne cotaient presque rien, elles ont atteint en quelques jours une valeur qui n'a rien à voir avec celle de l'entreprise. D'un côté, Lord Hanson, élevé à la pairie par Maggie, qui visait à assurer à Sikorsky les fatidiques 75%, de l'autre Sir John Cuckney, favorable à la solution européenne, s'arrachaient à prix d'or des actions sans valeur ! Aberration du système.

Bataille politique, surtout, marquée par la démission spectaculaire de Michael Heseltine, dit «Tarzan», en désaccord complet avec la Dame

Une des plus belles fig

Jacques Bainville est mort voici cinquante ans, le 9 février 1936. Il est aujourd'hui «à la fois célèbre et mal connu» comme l'écrit son tout récent biographe (1). Célèbre, Bainville l'est en effet par son œuvre d'historien, qui eut un immense succès : «L'Histoire de France» et «Napoléon» ont fait l'objet de très nombreuses rééditions et ont longtemps figuré au catalogue du Livre de Poche. Aujourd'hui épuisés, ses ouvrages mériteraient d'être réédités. Non seulement ceux qui viennent d'être cités, mais aussi «L'Histoire de trois générations» et «L'Histoire de deux peuples», qui expliquent lumineusement les drames franco-allemands, et «Les Conséquences politiques de la paix», qui annoncent avec une justesse étonnante la catastrophe enclenchée par le traité de Versailles.

C'est déjà évoquer le Bainville méconnu. On a oublié que cet excellent historien fut en même temps le plus grand journaliste de sa génération. Editorialiste de politique étrangère à «L'Action Française», collaborateur de nombreuses autres publications, il est à cet égard un maître incontestable par sa culture, son exceptionnelle lucidité, la simplicité et la pureté de son style. Toutes ces qualités en firent un conseiller écouté

de nombreux gouvernements de la III^{ème} République, qui surent reconnaître, en ce royaliste, un grand serviteur du pays.

Car Bainville fut toute sa vie un royaliste convaincu. S'il est une des grandes figures de l'Action française, il s'en distingue cependant par certaines de ses convictions et par son attitude. Paisible autant que Maurras était violent, modéré dans ce milieu de polémistes, Jacques Bainville ne partagea jamais les mauvaises passions anti-dreyfusardes et anti-sémites de ses amis. Comme le montre Yves La Marck dans ce dossier, c'est la sagesse de Bainville, et le fait qu'il n'ait pas été mêlé aux tragédies de la guerre, qui expliquent sa trop longue station dans le purgatoire intellectuel. Parce qu'il est une des plus belles figures de la tradition royaliste, il nous appartient de le retrouver, pour mieux le faire connaître.

B. R.

(1) Jean Montador - Jacques Bainville - Ed. France-Empire, 1984.

Jean, «celui que Jésus aimait», a donné l'esprit de la doctrine du Christ, alors que les trois autres évangélistes s'en tenaient à la lettre. Jacques Bainville était aimé de Maurras. Celui-ci n'avait que trente-deux ans lorsque Henri Vaugois, qu'il décrit comme un «pêcheur d'hommes», lui présente Bainville : «un très jeune homme, un tout jeune homme et je n'ai pas pu l'oublier après six lustres et demi, ouvrait des yeux immenses dont la flamme m'étonna» (1). Suivent quatre pages où transparaît une indéniable tendresse.

C'est alors que le parallèle peut être poussé : Jacques Bainville n'était-il pas celui qui devait traduire en esprit la doctrine du maître de Martigues au-delà des interprétations littérales ? De fait, sa propre influence dépassa de beaucoup le public d'«Action française» et ses ouvrages eurent une notoriété plus importante que celle des œuvres des autres dirigeants du mouvement. N'avait-il pas ce qu'il fallait pour compléter, pour féconder l'œuvre de Maurras, comme Pierre Boutang l'a écrit de T.S. Eliot ?

D'abord, c'est Maurras qui le dit : «il avait accédé à la monarchie tout seul, sans avoir suivi mon caté-

chisme». Le parallèle s'imposait puisque ce dernier terme vient naturellement sous sa plume. Il avait su trouver en Allemagne la «cause» réelle des prospérités allemandes. De cette origine, peuvent se déduire plusieurs des caractères propres de l'apport bainvillien à l'histoire du royalisme.

Pour Bainville, la monarchie est d'emblée au centre, alors que pour Maurras l'idée de la décentralisation sera première. Nulle opposition théorique. Mais Bainville contribuera à ouvrir Maurras aux mérites de l'île de France alors qu'il ne pourra jamais accéder au félibrige. Quand ce parisien «essentiel» découvrira la province, ce sera la Normandie par son mariage en 1912 ! Marigny où il fut inhumé voici cinquante ans, à douze kilomètres de Saint-Lô, seize de Coutances. A travers Bainville, comme T.S. Eliot, comme le peintre Georges Mathieu également l'a fait remarquer à qui l'interrogeait sur son «maurrasisme», j'ajouterai : comme de Gaulle !, c'est le nord qui vient féconder le sud. Tout en étant impeccablement latin, Bainville est de plain-pied avec la monarchie et les forces traditionnelles Hohenzollern, comme avec l'Angleterre et l'Amérique, toutes libérales ou démocratiques que

soient ces dernières, compréhension d'autant plus difficile pour le Provençal, en dépit de ses efforts «intellectuels».

Même raisonnement pour son ouverture au monde et à la modernité. Bainville voyage ; il lit chaque jour douze quotidiens en quatre langues. Il a perçu très jeune l'importance des échanges de capitaux et de marchandises dont toute puissance est tributaire. A aucun moment pourtant on ne trouvera chez lui le moindre cosmopolitisme. Tout est toujours ramené au seul centre.

Autre conséquence : cette sobriété dans l'écriture qui exprime toute une personnalité discrète, réservée jusqu'au mystère, à l'élégance recherchée (la pochette, la raie au milieu des cheveux) ; l'ennemi de toute emphase, de toute violence, qui n'exclut ni une certaine fantaisie (il sera le compagnon inséparable de Léon Daudet) ni la rigueur. Du diamant, s'il avait le brillant, il avait aussi la fermeté.

Le souci du style n'entraînait aucune concession sur les idées. Parce qu'il s'exprimait modérément, on le crut républicain et modéré. Au contraire, sa passion, cette «flamme» qui avait tant frappé Maurras et bien

d'autres témoins, grandit vers la fin jusqu'au paroxysme, au moment où l'Action Française incurvait de plus en plus son élan.

Il était le véritable «classique», l'homme du dix-huitième siècle qu'il voulut envers et contre tous à l'A.F. ne pas confondre avec le seul Rousseau. En d'autres termes, il refusa de se laisser contaminer par la Révolution même pour la pré-révolution.

Mais ces différences peuvent se ramener à une dernière conséquence qui fut le cœur du premier débat entre Bainville et Maurras à l'occasion de «l'enquête sur la monarchie» : l'esprit pratique. Qu'est-ce qui préoccupe Bainville à l'orée de son engagement à l'A.F. ?

— Comment «illustrer la monarchie à l'usage des humbles, mal préparés à la réflexion et à la critique, et que des images convainquent mieux que les plus sûrs enchaînements d'idées». «L'esprit pratique de M. Jacques Bainville, répond Maurras, ne pouvait s'en tenir à une adhésion de théoricien. Il est des nôtres : il nous indique immédiatement ce qu'il convient, à son avis, de préparer pour reconquérir tout au moins une partie de l'opinion nationale».

N'est-ce pas ce qui a trop souvent

ures de la tradition royaliste



Jacques Bainville

portrait par
Pierre Girieud

manqué au mouvement royaliste français capable de «satisfaire les plus pures intelligences spéculatives» mais pas de «contenter les esprits les plus pratiques»? Raison de plus d'écouter Jacques Bainville.

«LA FLEUR DE LYS SUR LE TOIT DU QUAI D'ORSAY» (2)

Jacques Bainville aurait pu devenir un «dissident» de l'Action française. Sa popularité dans les années 20 lui avait donné une indépendance unique dans le mouvement. Il aurait pu tenir seul. Or il ne quitta jamais la Maison. Pourquoi?

Parce que son engagement politique était fondamental. Contrairement à un Raymond Aron auquel on le compare à l'occasion, il n'avait pas la vocation universitaire. Il ne se satisfaisait même pas d'être un conseiller secret du prince (Poincaré).

Peu avant sa mort, un familier lui disait : «Vous êtes le premier journaliste français et sans doute européen. Cela compte quand même!» et Bainville, de sa voix, sa pauvre voix étouffée de grand malade, lui aurait répondu : «Que voulez-vous que cela me fasse! J'étais fait pour m'asseoir à la table de Vergennes».

Il combattait pour la monarchie parce que seul ce système institutionnel pouvait lui donner le poste tant convoité de ministre des Affaires étrangères qui en soit un véritablement. La république parlementaire, on le sait, ne peut avoir de politique extérieure.

Il y a exactement cinquante ans, c'est sa bière qui se dirigea vers le quai d'Orsay (depuis la rue de Belchasse où il demeurait vers St-Pierre du Gros-Cailhou).

On rêve d'une Action française où les rôles auraient été renversés : où Bainville aurait imposé son style en politique intérieure : dialogue, modération de ton, esprit pratique; et où Maurras aurait imposé le primat bainvillien de la politique extérieure. Maurras eut la révélation du déclin français aux jeux olympiques d'Athènes en 1896 comme Bainville face à l'Allemagne. Mais c'est l'affaire Dreyfus, où Bainville ne fut ja-

mais convaincu, qui lança Maurras. C'est à partir de l'action extérieure, non de l'intérieur, que l'Action française aurait dû être fécondée.

Bainville, mort le 9 février 1936, ne fut pas mêlé aux querelles civiles du Front populaire, de Vichy, de la Libération. Moins controversé, il en fut plus oublié. Mais il continue d'être victime de l'époque de l'entre-deux-guerres qu'il avait tout fait pour orienter différemment. On lui reproche «la politique réaliste» alors que ce fut en 1906 qu'il inaugura par ce cours la chaire Fustel de Coulanges qui lui avait été confiée à l'Institut d'Action Française. On lui reproche d'avoir accentué les constantes de l'histoire, d'avoir fondé un système sur les causes géographiques, on dirait aujourd'hui géopolitiques, d'avoir défendu le conservatisme social des classes moyennes, bref son «fixisme», son «naturalisme», de s'être enfermé dans ses propres raisons, d'avoir prévu le déclin sans fournir les moyens d'en sortir.

Quelle erreur de perspective! On conçoit que l'obligation professionnelle du journalisme qui doit réagir au jour le jour aux événements de plus en plus affligeants de l'époque donne parfois cette impression. C'était l'époque qui le voulait, pas Bainville. Au contraire Bainville transcende son époque par ce qu'il a de plus personnel : la fraîcheur du regard qui se traduit dans un style incomparable, l'attention aux forces profondes qui ne se laissent appréhender que par quelques détails apparemment insignifiants, hors de l'actualité immédiate : le départ du dernier agent anglais des douanes chinoises, l'autodafé des tchadors en Asie centrale soviétique, rien n'échappe à sa perspicacité. C'est ainsi qu'il dévoile la révolution bolchevique imminente en 1916 en Russie où il séjourne quatre mois, envoyé par Briand, qu'il mesure les conséquences de l'émergence du tiers-monde bien avant «Bandoung», qu'il perçoit dès ses débuts la nature de l'hitlérisme, qu'il annonce le pacte Staline - Ribbentrop depuis toujours. C'est ainsi qu'en dépit du fait qu'il s'est érigé en 1920 en anti-Keynes, il ne se lasse pas de scruter la corbeille ou les cours des matières premières

ou les variations de change, premier économiste de France avant la lettre. Lui, l'anti-germanique ou l'anti-bolchevique, se lamentait que ses concitoyens ignorassent les Allemands ou la carte de l'empire russe, précurseur de ceux qui répètent aujourd'hui ces regrets (3).

Bainville est d'abord et avant tout un diplomate. Il croit à l'action diplomatique. Pas à la caricature qu'en donnera à Munich, «le club des charcutiers» qu'il stigmatisait dès mars 1933. Son attitude est sans ambiguïté : «l'Angleterre approche la bête de l'Apocalypse et lui passe la main sur le col dans l'espoir de l'appriivoiser» (4). Lui qui s'était évertué à empêcher le déclenchement de la guerre de 1914, à empêcher qu'elle se renouvellât avec les mauvais traités de 1919, grâce à la monarchie, aux forces traditionnelles, aux liaisons d'Etat à Etat, à un nouveau concert international, à l'intelligence dont il était le prince, peut être appelé le maître de la paix. Amer malentendu de l'Action française qui ne sut plus, après sa mort, que cautionner la dérive pacifiste. De Gaulle ne fut pas seulement son disciple sur la question des Allemagnes, trop littéral alors, mais d'abord, en esprit sinon dans toutes ses manifestations, dans sa conception de l'intervention sélective, dite encore dissuasion, comme support de l'action diplomatique, développée dès «l'armée de métier».

«Pour les renaissances il est encore de la foi». L'agnostique qu'était Bainville fit sensation en concluant par ce mot son discours de réception à l'Académie française le 7 novembre 1935 où il succédait à Poincaré. C'est le «symbole parfait» qu'il nous laisse dans la mort, survenue trois mois plus tard.

Yves LA MARCK

(1) En 1900, Jacques Bainville venait d'avoir vingt et un ans et après plusieurs séjours en Allemagne s'apprêtait à publier son premier livre, une biographie de Louis II de Bavière. Maurras écrit ce portrait dans «Au signe de Flore» en 1933.

(2) Caricature à son propos parue dans «L'almanach des lettres françaises et étrangères», 1924, Léon Treich éditeur.

(3) Notamment Brigitte Sauzay dans «Le vertige allemand» et Hélène Carrère d'Encausse dans «L'empire éclaté».

(4) «Journal», 3 juillet 1935.

Figures

Un roi démocrate

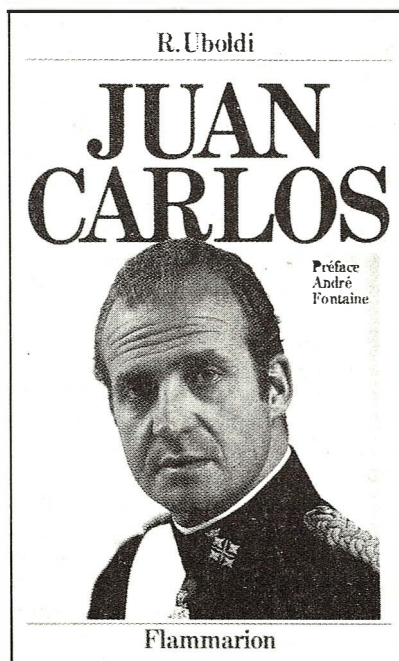
«Juan-Carlos : l'Espagne d'hier, d'aujourd'hui, de demain» est le titre, un peu facile, d'un excellent livre de Raffaello Uboldi, qui connaît personnellement le roi d'Espagne depuis de nombreuses années. Il est particulièrement significatif que cet ouvrage soit préfacé par André Fontaine et paraisse dans la collection «Les Grandes Figures politiques».

Derrière les murs du palais de la Zarzuela vit un homme dont le destin royal actuel n'avait été auguré par presque personne. Du vivant du Caudillo (qui parlait de soi à la troisième personne et portait sur son blason les armes des Bourbons), Juan-Carlos ne cachait pas ses jugements. Il les exprimait sans équivoque. Était-il aussi indépendant qu'il le criait ? Était-il embarrassé de la place où il se trouvait ?

Juan-Carlos ne se sent redevable de sa couronne à personne d'autre qu'aux Espagnols. En le désignant comme son successeur, Franco espérait-il devancer des aspirations déjà hautement populaires ? Pensait-il préserver l'Espagne du démocratisme montant, sous l'égide d'un pouvoir royal dont, décidément il ne percevait pas le charisme ?

Quoi qu'il en soit le roi n'a pas laissé se perdre cette occasion de construire le bonheur de son pays. Sous le regard étonné des républiques et de tous les partis il a royalement engagé sa personne dans cette œuvre. Il mit la main à la pâte, il choisit ses hommes, il vint trouver chacun, pour apaiser les passions (surtout au sein des armées).

Toutefois, l'intérêt du travail d'Uboidi n'est pas seulement de nous présenter un roi ; mais surtout de le cerner dans le cadre historique qui fut le sien, avec plus ou moins de proximité. Ainsi construit-il son premier chapitre autour de la coïncidence entre la date de naissance de «Juanito», le 5 janvier 1938, et celle de la bataille de Teruel où s'est jouée une partie du sort de l'Espagne, nationaliste ou républicaine. Le petit prince est né à Rome. Ses parents avaient suivi l'exil du roi Alphonse XIII qui a quitté Madrid en avril 1931, déclarant : «...Jusqu'à ce que parle la nation, je suspends délibérément mes prérogatives royales». Dans le pays, les victoires des nationalistes



sont soutenues par des troupes parties du pays de leur exil, les «volontaires» de Mussolini.

Face aux ennemis de la démocratie, la république a des allures de château de cartes. Prise d'assaut, elle s'effondre. Raffaello Uboidi décrit avec simplicité la vérité de la tragédie espagnole. On retrouve le ton de Bernanos, les grands cimetières sous la lune... Comment l'Espagne franquiste survit-elle à la Libération de l'Europe ?

Du côté de la famille royale on méprise la consécration du régime à laquelle aspire le Caudillo. Don Juan (1) est formel et rend public sa condamnation du franquisme et le «souhait de sa chute pour le bien de l'Espagne». Néanmoins, il obtient du Général que son fils Juan-Carlos puisse poursuivre ses études à Madrid avec les honneurs dus à son rang. Mais Don Juan précise : «C'est de moi que dépendra toujours l'édu-

cation de mon fils». Un très grande loyauté et une très grande complicité ont toujours été le moteur de l'amour entre le Prince qui aurait pu être roi et le roi qui devrait être prince.

Tout le parcours de l'Espagne, ces cinquante dernières années, et la conduite du roi qui mène son pays de la démocratie concédée à la démocratie conquise, sont pistés avec finesse par Uboidi au long de ces pages. De plus son intimité avec le roi lui a permis de ponctuer son travail d'anecdotes où Juan-Carlos se montre attachant par ses gestes et ses réflexions. On découvre un homme dans le secret de tous ses goûts, dans sa prédilection pour Cervantès et Dali, dans sa vie familiale privilégiée entre toutes, débordant d'ardeurs et de sourires et dans son dévouement inconditionnel à l'Espagne.

Bertrand DUMAS
-DE MASCAREL

Raffaello Uboidi -Juan-Carlos : L'Espagne d'hier, d'aujourd'hui, de demain- préfacé par André Fontaine. Ed. Flammarion.

(1) Comte de Barcelone, père du roi actuel, devenu chef de la Maison d'Espagne en 1941, il a renoncé à ses droits dynastiques en faveur de son fils en 1976.

Yves La Marck MONARCHIE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE

un livre de 120 pages

Prix franco : 95 F

Mythes

Une main cachée dirige...

Le mythe du «chef d'orchestre clandestin» n'a cessé d'exercer sa séduction. Depuis quand ? Et pourquoi ? Ils sont partout. Ils tirent toutes les ficelles. Qui ? Vous avez l'embarras du choix : les jésuites, les francs-maçons, les juifs et, pourquoi pas, les auvergnats : Pompidou puis Giscard, c'est tout de même suspect. Une main cachée auvergnate dirige la France !

Plutôt que d'en rire, la revue «L'Histoire» a pris au sérieux les complots imaginaires, retraçant leur curieuse histoire, des francs-maçons aux communistes, des Deux-cents familles à la Trilatérale. Mais pourquoi ce succès des théories du complot ? La crédulité, le goût du mystère et des explications simples ne suffisent pas à en rendre compte. Comme le montre Marcel Gauchet, il existe un «imaginaire du complot» qui s'est développé en même temps que le monde moderne, sous deux formes contraires.

Dans un premier moment, qui commence avec la Réforme, c'est le pouvoir qui «fantasme la société», en prêtant aux masses une capacité d'ébranlement de l'ordre des choses. D'où la chasse aux sorcières, le mythe du complot des jésuites, puis la peur engendrée par le contre-mouvement social de la franc-maçonnerie.

La Révolution française inverse la problématique du complot. Désormais, c'est la société, qui «fantasme un pouvoir» dépourvu de sa légitimité : «le pouvoir démocratique a des bornes de tous côtés, il est limité, impersonnel, reposant sur la distinction fondamentale de la personne et de la fonction», explique Marcel Gauchet. L'homme du complot ne s'accommode pas de ce pouvoir délégué, provisoire, toujours suspect. D'où sa volonté de retrouver le pouvoir «vrai» sous ses apparences. Juifs et francs-maçons seront investis de ce pouvoir. En 1940, ces naïvetés conduiront au crime. C'est dire combien il faut rester attentif à ce type de soupçon.

B.L.

Revue «L'Histoire», numéro 84, décembre 1985.

Pourquoi Auschwitz ?

B. La Richardais



Après Auschwitz, peut-on penser comme avant ? Le philosophe Adorno estimait que ce serait désormais impossible. Le génocide pose trop de questions sur l'homme, sur le progrès, sur la raison, pour que la réflexion puisse reprendre son cours, et intégrer l'événement à ses théories.

Pourtant, le souvenir de cette horreur absolue est tellement insupportable, et son ombre si menaçante pour l'humanité et pour nous-mêmes, que beaucoup ont tenté de relativiser le fait, ou de le nier. Contemporain de l'holocauste, Heidegger n'en a soufflé mot (1). D'autres, pour mieux fuir la question, ont préféré s'en saisir pour l'insérer dans une théorie connue, dans une explication rassurante. Hitler était fou, le génocide juif n'était pas le premier, les camps de concentration ont existé dans d'autres pays et demeurent dans d'autres régimes. C'est en allant jusqu'au bout de cette réaction de fuite que quelques uns, tels Rassinier et Faurisson, ont désiré nier l'évidence, en décrivant comme mythe et mensonge la réalité de l'extermination (2).

Contre ces solutions de facilité, ni la réprobation morale, ni l'évocation du martyr ne peuvent suffire. La négation des chambres à gaz a suivi de près la diffusion d'*Holocauste* à la télévision, et le thème classique du « ventre encore fécond » de la bête immonde n'a pas empêché, ces temps-ci, le retour de réflexes et de fantasmes que l'on croyait à jamais disparus. Dès lors que faire, sinon tenter de penser jusqu'au bout le phénomène nazi et l'extermination des Juifs, au risque de voir s'effondrer nos certitudes humanistes et nos rassurantes théories. Telle a été l'ambition du colloque réuni sous l'égide de l'Ecole des Hautes Etudes. Ses actes, récemment publiés (3), témoignent d'un double courage : celui d'affronter la question du génocide, celui de reconnaître qu'elle suscite autant de doutes que de certitudes, et mille difficultés dans l'établissement de faits incontestables.

DIVERSITÉ DES INTERPRÉTATIONS ET DE L'ANALYSE DES CAUSES...

Qui veut tenter de comprendre le génocide doit d'abord écarter les interprétations habituelles, dont Saül Friedlander démontre la vanité. Ainsi, le nazisme ne peut entrer dans une théorie générale du fascisme puisque les conceptions de l'Etat s'opposent en Italie et en Allemagne (ici un instrument de la race, là une fin en soi) et que le régime mussolinien n'engendre pas la solution finale. La théorie marxiste, de son côté, se heurte au fait que l'extermination des Juifs prive le grand capital allemand d'une force de travail considérable, tandis que le caractère secret du génocide interdit de le présenter comme dérivatif offert aux masses laborieuses. Quant à la théorie du totalitarisme, elle met en évidence le moyen de la destruction, sans parvenir à l'expliquer puisque les Juifs ne sont pas des boucs émissaires interchangeables, puisque la terreur n'est pas mise en scène. Il n'est même pas possible de faire de la solution finale l'aboutissement logique de l'antisémitisme traditionnel : le racisme hitlérien est fondamentalement différent de l'hostilité religieuse, littéraire et politique qui s'est manifestée en Occident à l'égard des Juifs.

A la difficulté d'appréhender le racisme hitlérien s'ajoutent des incertitudes quant au processus de l'extermination. Le génocide fut-il décidé et organisé par Hitler selon un plan soigneusement mûri, ou bien a-t-il été le produit des circonstances, le résultat imprévisible et involontaire d'un système anarchique et meurtrier ? Parmi les historiens, « intentionnalistes » et « fonctionnalistes » échangent des arguments sans parvenir à établir la vérité, malgré la proximité des faits. Mais les documents font défaut, et les discours d'Hitler sont ambigus. Il est certain que, jusqu'en 1941, les nazis ont cherché à expulser les Juifs. Il est incontestable que le darwinisme social de Hitler conduisait logiquement à l'élimination d'un peuple « parasite ». Il est probable que le *Führer* a pris la décision du génocide en 1941 parce que les conquêtes territoriales englobaient une population juive supplémentaire et qu'aucune autre solution n'était désormais réalisable.

Ces controverses historiques ne détruisent en aucune façon la réalité du génocide. Opposés sur ses origines immédiates et lointaines, tous les chercheurs se rejoignent dans la description des méthodes et des conditions générales de l'extermination. Froidement exposés, leurs résultats sont à la fois indubitables et terrifiants. Bien sûr, les thèses de Faurisson et de ses compères révisionnistes sont pulvérisées. Un dénombrement minutieux permet d'établir que 5.100.000 Juifs au moins ont été délibérément tués. Des documents écrits et photographiques prouvent l'existence des chambres à gaz et leur efficacité. Point d'opinions ni d'hypothèses, mais la cruauté des faits.

... ET UNANIMITE RETROUVEE SUR LA REALITE DU GENOCIDE

Cette confirmation était nécessaire. Elle ne saurait faire oublier une autre vérité insupportable : un dictateur fou, une poignée de fanatiques et des gardiens sadiques n'auraient pu agir si tout un peuple de militaires traditionnels, de policiers ordinaires, de fonctionnaires consciencieux, de cheminots compétents, n'avaient organisé les rafles et fait fonctionner les trains qui pourvoient les camps, en comptabilisant soigneusement les frais et en prenant les initiatives nécessaires. Dans une analyse hallucinante, Raul Hilberg montre que l'administration allemande a travaillé à l'extermination des Juifs comme à une chose allant de soi, sans terreur ou pressions pour l'y contraindre. Aurait-elle renâclé, fait la sourde oreille ou simplement attendu les ordres que rien, peut-être, n'eût été possible.

Que des centaines de milliers d'Allemands aient participé, de près ou de loin, à la solution finale n'atténue pas la complicité criminelle des gouvernements de certains pays occupés. Là encore, il suffisait de dire non, ou de reléguer la question au dernier plan. Ainsi au Danemark, où l'attitude exemplaire du roi et de l'ensemble du peuple fit obstacle au plan allemand. Ainsi dans l'Italie fasciste, où les Juifs ne furent pas persécutés, mais au contraire protégés par l'armée italienne dans le sud de la France, jusqu'à l'effondrement du régime. En France au contraire, le gouvernement de Vichy prit l'initiative d'une législation antisémite et autorisa par la suite la gendarmerie, la police, les préfets et les maires à collaborer à la déportation des Juifs : 75.000 d'entre eux (20% de la communauté) payèrent de leur vie cette attitude - une des plus impitoyables de toute l'Europe occupée.

Antisémitisme traditionnel et racisme moderne se rejoignent donc pour conspirer au génocide. Ce que la recherche historique établit, la philosophie politique permet de le comprendre. Dans sa remarquable conclusion, Claude Lefort montre que, de Berlin à Vichy, l'effondrement des repères et la disparition des statuts provoqués par la modernité engendrent la haine de l'Autre, qui prend spontanément la figure du Juif et de lui seul. N'est-il pas présenté comme un groupe étranger à la société, extérieur à elle, et en même temps comme un agent de désintégration, abrité à l'intérieur de celle-ci ? Pour Claude Lefort, cette ambivalence exprime le malaise de la société moderne qui ne parvient pas à trouver une légitimité qui lui donne son sens, son identité, et aussi sa mesure en incarnant le paradoxe d'un pouvoir toujours intérieur et extérieur. Ainsi, le génocide apparaît comme l'acte démentiel par lequel les nazis et leurs complices tenteraient d'échapper à un pouvoir devenu insupportable faute d'un pouvoir qui l'assume, par l'élimination de sa cause imaginaire.

Loin de condamner la démocratie moderne, la réflexion de Claude Lefort conduit à s'interroger sur le pouvoir capable de la garantir, et sur la nécessité d'une légitimité aujourd'hui absente ou trop fragile.

B. LA RICHARDAIS

(1) Cf. George Steiner - Martin Heidegger - Albin Michel, 1981.

(2) Cf le livre décisif d'Alain Finkielkraut - *L'avenir d'une négation* - Seuil, 1982.

(3) *L'Allemagne nazie et le génocide juif* - Hautes Etudes. Gallimard, Le Seuil, 1985.

Vient de paraître La fin du parti royaliste

Dans la préface qu'il a bien voulu donner à ce livre, le duc de Castries souligne, «la manière très complète, très bien documentée et fort intéressante» avec laquelle cette étude est menée. En effet, toutes les citations sont accompagnées d'une note justificative, toute thèse est étayée d'un exemple; bref il s'agit là d'un véritable travail d'historien, qui allie l'art et la méthode, rigoureux sans jamais être ennuyeux.

«L'histoire du parti royaliste au XIX^{ème} siècle est faite d'une suite d'occasions manquées», ainsi commence Marc Desaubliaux dans son introduction. Et de nous rappeler 1848 et 1871. Le 24 août 1883, le comte de Chambord meurt et laisse à ses cousins Orléans l'héritage

L'ouvrage de Marc Desaubliaux que nous venons de publier, comble une lacune dans l'histoire du royalisme. 1890 marque en effet la fin des espérances électorales et l'avènement d'une nouvelle stratégie pour les royalistes. Jusqu'à ce jour personne n'avait étudié avec précision cette période charnière. C'est maintenant chose faite !

d'un parti royaliste en réel déclin. La République, longtemps hésitante, s'est vraiment affirmée au tournant de 1880. Le comte de Paris, petit-fils de Louis-Philippe, symbole de la monarchie libérale, a mis à profit la longue agonie politique de Henri V pour visiter la France, se tenir au courant des problèmes du pays. Il incarne la possibilité d'un renouveau de l'idée royale. Et cela marche : aux élections de 1885, les candidats royalistes font un score encourageant,

parfois encore son visage originel, foncièrement anti-démocratique : «les républicains défendront la République, s'il le faut, par les armes», proclame Ferry. La législature est un lent déclin pour les partisans du roi, les uns catholiques comme Albert de Mun songent déjà à une «bonne ré-



Philippe VII, comte de Paris

200 des leurs entrent à la Chambre.

C'est alors que Freycinet, conscient du danger, fait voter la triste loi d'exil : «le territoire de la République est et demeure interdit aux chefs des familles ayant régné en France et à leurs héritiers directs». Le comte de Paris et son fils, le duc d'Orléans doivent quitter Paris.

La première partie du livre s'ouvre donc alors que le navire du Prétendant cingle vers l'Angleterre. Dans la France de 1887, un nouvel élément est venu transformer le paysage politique, l'irrésistible ascension du général Boulanger, ministre de la Guerre. La campagne électorale des royalistes en 1889 va se faire sous le signe de l'alliance avec les boulangistes alors que le comte de Paris, dans un manifeste, appelle les conservateurs à l'union et trace les contours d'un régime de la «tradition historique souple», une monarchie constitutionnelle. La coalition conservatrice permet de sauvegarder les positions royalistes, mais l'aventure boulangiste a entraîné définitivement l'idée monarchiste dans le camp nationaliste.

Au Parlement, les députés royalistes, en grande majorité des notables ruraux, sont hésitants, ondoyants. Le républicanisme, montre

publique», d'autres forment une «droite constitutionnelle». Sur la grave question sociale, la Maison de France détonne par ses hardiesses qui s'opposent au conservatisme des notables royalistes.

Dans la seconde partie de son livre, Marc Desaubliaux étudie avec une grande précision l'organisation et le fonctionnement du parti royaliste, dressant avec un zèle de bénédictin, un tableau complet des institutions, journaux et comités monarchistes en France. La recension aurait pu en être fastidieuse si elle ne débouchait sur l'affaire du duc d'Orléans.

En 1890, bravant la loi d'exil, le Dauphin se présente pour effectuer comme tout jeune Français, «ses trois ans». A travers les péripéties de son équipée, celui qu'on appellera désormais «le Prince Gamelle» (car en prison il a refusé d'avoir un régime de faveur), ouvre une nouvelle ère du royalisme, tournant le dos aux combinaisons parlementaires, recourant à l'action directe et spectaculaire. La même année, un «jeune nouveau» rédige son premier papier à la «Gazette de France» : Charles Maurras.

Philippe DELORME

Marc Desaubliaux - La fin du parti royaliste. Ed. «Royaliste», prix franco : 107 F.

Nos éditions

La N.A.R. et l'histoire

On n'est pas obligé de passer par l'étude de l'Histoire pour devenir royaliste. Certains se laissent convaincre par des arguments philosophiques, d'autres par la science politique, d'autres par le simple bon sens. Mais une fois que l'on est devenu un militant monarchiste on développe obligatoirement sa «conscience historique». La France n'est pas née d'hier, elle n'est pas uniquement la France des vivants d'aujourd'hui, mais elle existe aussi par ses dizaines de millions de morts, comme par ses dizaines de millions de Français à naître dans un avenir plus ou moins proche... Envers ces Français passés et à venir avons-nous des obligations particulières ? C'est notre conviction profonde, qui justifie à la fois notre «traditionalisme» et notre «progressisme».

Dans notre spécificité royaliste, nous ne sommes pas non plus les premiers. Nous nous définissons par nos ruptures (on nous l'a assez reproché) et aussi par nos réenracinements (cela est moins bien compris souvent). Comment s'étonner dès lors que certains militants de la N.A.R. consacrent une partie importante de

leur temps à rééditer des textes anciens, comme il y a quelques années les mythiques «Cahiers du cercle Proudhon», mais aussi des textes du comte de Chambord, des brochures royalistes de l'entre-deux guerres, voire des années 50 ?

D'une façon plus ambitieuse nous avons publié de solides études sur l'histoire récente du royalisme (le livre de Bertrand Renouvin sur l'Action française et la question sociale, la magnifique thèse de Patrick Louis sur l'hebdomadaire «La Nation française» -1955-1967-) et aujourd'hui, avec le livre de Marc Desaubliaux, nous remontons un peu plus dans le temps pour mieux comprendre notre passé et - qui sait ? - ainsi éviter de renouveler certaines erreurs. Quant à l'histoire de la N.A.R. de Olivier Lépès nous ne l'avons pas publiée par nombrilisme mais dans le souci de laisser des traces utiles à ceux qui nous suivent sans avoir connu toutes les péripéties de notre mouvement...

Un catalogue général de nos productions est en préparation. Voulez-vous le recevoir ?

Frédéric AIMARD

Paris Mercredis de la n.a.r.

A Paris chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 h.

Mercredi 29 janvier. Romancier et historien **Georges BORDONOVE** a reçu de nombreuses distinctions littéraires pour son œuvre. Il a entrepris, après plus de dix années de recherches une gigantesque fresque historique : «Les Rois qui ont fait la France» où il nous conte livre après livre la superbe épopée de nos plus grands rois. Le dernier en date et dixième de la série est consacré à **Charles VII le bien servi**. C'est donc du «petit roi de Bourges» que Georges Bordonove viendra nous parler. Ce petit roi dont la réussite tient du miracle.

Mercredi 5 février. C'est encore d'Histoire que nous reparlerons, mais cette fois-ci de l'Histoire du mouvement royaliste et plus exactement de la période clé (1889-90) qu'a étudiée **Marc DESAUBLIAUX** dans le livre que nous éditons : «**La fin du Parti royaliste**». Le duc de Castries, dans une préface à ce livre, a bien voulu dire tout le bien qu'il en pensait.

Mercredi 12 février. Pas de réunion en raison des vacances scolaires.

Mercredi 19 février. Qui décide en politique étrangère ? Répondant à cette question, **Samy COHEN**, chercheur à la Fondation nationale des Sciences Politiques a écrit un livre original et particulièrement bien informé : «**La monarchie nucléaire**» qu'il viendra nous présenter.

Législatives La N.A.R. lance une liste en Anjou

Comme beaucoup d'autres familles politiques minoritaires, la N.A.R. ne pourra être présente aux prochaines législatives que d'une manière ponctuelle. C'est le Maine-et-Loire qui a été choisi pour mener cette expérience.

De l'instauration du scrutin proportionnel -que nous avons approuvé dans son principe- découle cependant quelques effets pervers que nous n'ignorions pas. En particulier il rend beaucoup plus difficile la possibilité pour une famille politique minoritaire de participer au scrutin en présentant ses propres listes. En effet, les opérations électorales se déroulant maintenant au niveau départemental et non plus à celui d'une circonscription, les frais inhérents à la propagande électorale sont multipliés d'une manière considérable. Certes pour les listes qui dépassent 5% des suffrages, ces frais sont pris en charge par l'Etat, mais pour les autres ils doivent être intégralement réglés par les candidats, ce qui se chiffre pour un département de taille moyenne par plus de 10 millions de centimes.

C'est pour cette raison que la N.A.R. -comme bien d'autres petites formations- a décidé de ne présenter qu'une seule liste. C'est donc dans le Maine-et-Loire que nous nous présenterons sous nos propres couleurs au scrutin de mars prochain. Le choix de ce département s'explique pour plusieurs raisons, la principale tient au fait que nous avons participé régulièrement aux compétitions électorales à Angers depuis plusieurs années et que notre mouvement y est bien connu tant de la classe politique que des médias.

Les difficultés pour mener à bien cette entreprise ne sont pas négligeables et nos amis angevins vont avoir besoin de l'aide et du soutien de tous les amis de la N.A.R. :

- **sur le plan financier tout d'abord :** Il va leur falloir faire imprimer près de 500 000 professions de foi, plus d'un million de bulletins de vote et des milliers d'affiches. Une première estimation donne un coût d'environ 10 millions de centimes, sans avoir pu évaluer tous les frais supplémentaires qui sont à prévoir.

- **pour une aide matérielle** par tous ceux qui pourraient venir consacrer, ne serait-ce qu'un week-end, pendant la durée de la campagne à aider aux tâches de propagande (collage d'affiches, distribution de tracts, etc) car nos amis vont avoir à assurer ce travail simultanément aux quatre coins d'un département assez étendu.

D'une manière immédiate, c'est l'aide financière qui importe le plus. Cela fait longtemps que nous n'avons pas sollicité la générosité de nos lecteurs, aussi nous vous demandons de répondre largement et rapidement à cet appel. (Les chèques sont à libeller à l'ordre de Xavier Perrodeau, et à expédier à NAR -B.P. 253- 49002 Angers cedex).

Yvan AUMONT



Nicolas LUCAS, député régional de la NAR

Angers

ANGERS- Dîner-débat avec Bertrand RENOUVIN, le vendredi 31 janvier à 19h30 à l'Hôtel de France (place de la gare). Bertrand Renouvin y présentera son dernier livre : «**La république au roi dormant**».

Communiqué

L'Association des Amis de la Maison de France signale que le dernier numéro (numéro 7) de son bulletin «**Alliance Royale**» publie un entretien exclusif que Mgr le comte de Paris a bien voulu lui accorder. Tous les amis de la Maison de France doivent profiter de cette occasion pour faire connaître l'association et «**Alliance royale**» autour d'eux. Ces numéros sont disponibles au tarif suivant : 5 ex. 30 F - 20 ex. 60 F - 50 ex. 110 F.

Les commandes sont à adresser à l'Association des Amis de la Maison de France. B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08.



**Concrétisez votre accord :
adhérez à la n.a.r. !**

Une entreprise de démolition



Les programmes politiques ressemblent aux mets somptueux qu'on peut observer à la vitrine des traiteurs chics. Il y a d'abord le plat, brillant comme de l'argent, et finement ciselé. Puis une belle nappe de mayonnaise, aux dessins compliqués. Et des tomates sculptées, remplies de macédoine. Et des petits légumes, aux couleurs agréables, joliment disposés. Mais dessous, qu'y a-t-il ? Viande ou poisson ? Délice des dieux ou fade ragougnasse ? Pour le savoir il faut acheter. Les uns jugent sur l'apparence, d'autres, plus informés, sur la réputation du traiteur. Bien peu ont visité les cuisines...

Examinant scrupuleusement la «plate-forme» de l'opposition pour m'en faire une idée, je me suis peu à peu laissé aller à ces images gastronomiques. Sauces, pâtés, épices et choux à la crème, tout y a passé. Ne faites pas la fine bouche. «La nostalgie n'a que faire des souvenirs distingués», disait Vladimir Jankélévitch. De même, on laisse parfois naître des associations d'idées peu élevées, parce qu'elles ont leur fond de vérité. J'ajoute pour ma défense que la «plate-forme» sus-nommée se prête à de telles incongruités. Trop lisse pour retenir l'attention, trop belle pour être vraie, elle suscite une adhésion distraite entachée de soupçon. *Assurer le progrès social ?* Personne n'est contre. *Promouvoir une société de liberté ?* On applaudit des deux mains. *Une France active dans le monde ?* C'est évident. Mais ce sont là des vérités premières, que nul ne songe à contester. On dira que de telles formules sont la loi du genre, et que le Programme commun n'y avait pas échappé. Mais justement, l'actuelle majorité s'est bien gardée de recommencer cet exercice, toujours décevant et dangereux. L'opposition, par absurde mimétisme, est tombée dans ce piège depuis longtemps éventé.

Cela dit, cette apparence de programme est riche d'enseignements, dans sa banalité même. Ces équilibres prudents, ces balancements circonspects, nous feraient presque oublier que, pendant cinq ans, la droite a levé bien haut le

drapeau de la révolte, en souhaitant publiquement qu'elle débouche sur une contre-révolution. MM. Chirac et Lecaunet, signataires de la «plate-forme», ne se présentaient-ils pas comme les hérauts de la «république» contre un «marxisme» envahissant, les défenseurs sourcilleux des «libertés» menacées par le «collectivisme», les témoins angoissés de la faillite économique ? A n'en pas douter, de tels discours annonçaient un projet, immense et original, de redressement du pays.

Et puis rien. La longue série de pétitions de principes et de propositions anodines est en elle-même un aveu. La droite avoue que la réalité française ne correspondait pas à la description apocalyptique qu'elle en faisait, et qu'elle n'a pas de projet positif à opposer à celui qui est en train de s'accomplir. Pas de projet de société, ni même de projet pour gouverner. A lire la «plate-forme» dans le détail, on s'aperçoit que l'opposition se contente de surenchérir vaguement sur ce qui se fait. La décentralisation existe. Elle deviendra «authentique». Les libertés n'ont pas été détruites. On va «assurer le respect exigeant» de celles-ci. La nécessité d'une sécurité sociale est depuis longtemps reconnue. On va la «sauvegarder». Cela signifie, en clair, que l'opposition reconnaît le bien fondé de réformes qu'elle avait très violemment contestées.

DETRUIRE

Faut-il cependant conclure que la droite mènerait, dans l'innocence retrouvée, une politique d'apaisement et de continuité ? Sous des titres toujours alléchants, qui promettent la liberté de l'économie et de la communication, l'affirmation de l'identité du pays, réapparaissent ou s'affirment les tentations pernicieuses exprimées au cours des cinq dernières années. Il ne s'agit que de tentations, car rien ne dit que la droite sera fidèle à ses promesses. Mais, en l'état, cinq points au moins de cette «plate-forme» sont inquiétants :

— En économie, la volonté de dénationaliser qui, s'il elle se traduisait par une action systématique, priverait l'Etat d'un instrument indispensable de la politique industrielle et favoriserait des puissances d'argent et des monopoles destructeurs de la liberté d'entreprendre.

— Sur le plan de la justice, l'abolition de l'impôt sur les grandes fortunes d'une part, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et les ambiguïtés du texte quant à la protection sociale d'autre part, sont à mettre en parallèle...

— Dans le domaine de la solidarité, le projet de révision du code de la nationalité paraît lourd de menaces de ségrégation et d'exclusion.

— En matière de Défense, a-t-on assez pesé les risques d'une aliénation de notre indépendance que comporterait une participation irréfléchie à l'initiative de défense stratégique américaine ?

— En ce qui concerne la «communication», la destruction annoncée du service public de l'audiovisuel et l'abolition de la loi sur la presse, qui laisseraient le champ libre à des groupes déjà trop puissants, iraient-elles vraiment dans le sens d'une «société de liberté» ?

A ces points négatifs, il faut ajouter une autre menace, inscrite nulle part, mais particulièrement redoutable. Les chefs de l'opposition ne cessent d'affirmer leur volonté de contraindre le Président de la République à la démission, ou bien de réduire sa fonction à néant. Par un calcul tactique inspiré par la seule ambition personnelle, MM. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing prennent, avec une incroyable légèreté, le risque d'une destruction des institutions. Il ne s'agit plus ici d'intentions et de promesses sur lesquelles il est toujours possible de revenir, mais d'une logique qui se déclencherait si la droite détenait en mars prochain la majorité absolue à l'Assemblée. Parce qu'ils défendent les institutions actuelles en souhaitant leur couronnement, les royalistes ne peuvent se faire les complices de cette entreprise de démolition.

Bertrand RENOUVIN